

Décision n° 2017-0771
du président de l’Autorité de régulation
des communications électroniques et des postes
en date du 15 juin 2017
attribuant des ressources en numérotation
à l’opérateur e*Message Wireless Information Services France

Le président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes,

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu la décision n° 01-686 de l’Autorité de régulation des télécommunications en date du 11 juillet 2001 approuvant les règles de gestion et d’attribution des numéros identificateurs d’usagers mobiles (IMSI) ;

Vu la décision n° 04-0578 de l’Autorité de régulation des télécommunications en date du 20 juillet 2004 relative aux modalités d’attribution des codes points sémaphores ;

Vu la décision n° 05-0521 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 8 septembre 2005 recommandant l’utilisation de certains formats de numérotation aux interfaces d’interconnexion ;

Vu la décision n° 05-1084 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l’utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 5 octobre 2015 portant délégation de signature ;

Vu le récépissé de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 13-0657 en date du 10 juillet 2013 attestant du dépôt par l’opérateur e*Message Wireless Information Services France d’un dossier de déclaration ;

Vu le récépissé de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 13-0657 en date du 10 juillet 2013 attestant du dépôt par l’opérateur e*Message Wireless Information Services France d’un dossier de déclaration ;

Vu le dossier complet de demande de l’opérateur e*Message Wireless Information Services France reçu le 8 juin 2017, sollicitant l’attribution de ressources en numérotation ;

Décide :

Article 1. À compter du 22 juin 2017, les ressources en numérotation indiquées dans le tableau ci-dessous sont attribuées, jusqu'au 22 juin 2026, à l'opérateur e*Message Wireless Information Services France (Siren : 343 393 351) pour une utilisation dans les territoires correspondants.

Type de ressources	Ressources attribuées	Territoire
Numéros mobiles	06 04 2	Métropole
Numéros mobiles	06 04 3	Métropole
Numéros mobiles	06 06 0	Métropole
Numéros mobiles	06 06 1	Métropole
Numéros mobiles	06 06 2	Métropole
Numéros mobiles	06 06 3	Métropole
Numéros mobiles	06 41 65	Métropole
Numéros mobiles	06 49 94	Métropole
Numéros mobiles	06 49 96	Métropole
Numéros mobiles	06 49 97	Métropole
Numéros mobiles	06 56 0	Métropole
Numéros mobiles	06 56 1	Métropole
Numéros mobiles	06 56 2	Métropole
Numéros mobiles	06 56 3	Métropole
Numéros mobiles	06 56 4	Métropole
Numéros mobiles	06 56 5	Métropole
Numéros mobiles	06 56 9	Métropole
Numéros mobiles	06 57	Métropole

Article 2. L'opérateur e*Message Wireless Information Services France acquitte, au titre des ressources attribuées à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3. Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les ressources attribuées à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégées par un droit de propriété intellectuelle. Elles ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4. Au 31 janvier de chaque année, l'opérateur e*Message Wireless Information Services France adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des ressources attribuées selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5. Le directeur Internet et Utilisateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'opérateur e*Message Wireless Information Services France et publiée sur le site internet de l'Autorité

Fait à Paris, le 15 juin 2017

Pour le Président et par délégation

Zacharia ALAHYANE

Directeur Internet et Utilisateurs